

L'AFFLUX DES CANDIDATS AUX ELECTIONS LEGISLATIVES DE 2011 EN RDC FACE AU DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE DE KABARE

[THE SURGE OF THE CANDIDATES TO LEGISLATIVES ELECTIONS OF 2011 IN RDC VIS-A-VIS THE DEVELOPMENT OF THE TERRITORY OF KABARE]

Apollinaire BAGWARHEKONE MUDERHWA¹ and Alexis MURAY MULUMEODERHWA²

¹Licencié en sciences politiques et Administratives, Assistant à l'Institut Supérieur des Arts et Métiers de Bukavu (ISAM), Secrétaire Général Académique de l'Université Libre Julius Nyerere (ULJN) et chercheur au Centre de Recherche et d'Etude sur l'Afrique Orientale et des Grands Lacs (CREAOGL), RD Congo

²Master en développement socio-économique, Assistant à l'Institut Supérieur des Arts et Métiers, Secrétaire Général Administratif de l'Université Libre Julius Nyerere de Bukavu (ULJN), RD Congo

Copyright © 2016 ISSR Journals. This is an open access article distributed under the *Creative Commons Attribution License*, which permits unrestricted use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original work is properly cited.

ABSTRACT: The surge of the candidates to the legislative elections is related to political, economic, and geopolitical causes and this contributes to the underdevelopment of the territory of Kabare.

KEYWORDS: Surge, Development, Kabare, Election, Governance.

RESUMÉ: L'afflux des candidats aux élections législatives est plus lié aux causes économique-politique et géo- politique et contribue à la planification du sous-développement du territoire de Kabare.

MOTS-CLEFS: afflux, Développement, Kabare, Election, Gouvernance.

1 INTRODUCTION

En R.D.C, dans tous les domaines de la vie sociale, le domaine politique semble primer étant donné qu'il apparaît être le mieux rémunérateur des autres. C'est ainsi que chaque fois qu'une opportunité électorale se présente, beaucoup de citoyens en sont attirés pour des raisons diverses. Ceci serait le résultat de la gestion non efficace des affaires publiques qui conduit les acteurs politiques à vouloir s'enrichir sans cause et cela au détriment des administrés étant entendu que le traitement de ces premiers est loin d'être comparable à celui du reste des agents et fonctionnaires de l'Etat.

La circonscription électorale de Kabare est l'une des neuf circonscriptions de la province du Sud-Kivu située à proximité de la ville de Bukavu, chef-lieu de la province du Sud-Kivu ayant en 2011, 240 000 électeurs.

Selon la loi électorale en vigueur en RDC en 2011, un siège électoral équivalait à 60 000 voix ; ce qui montre que la circonscription électorale de Kabare avait quatre sièges électoraux à pourvoir. Force est de constater que pour les quatre sièges, il y a eu 118 candidats en lyse. Il est donc de comprendre et de faire changer.

Signalons que l'objectif de cette analyse est de pouvoir dégager les différentes causes qui conduisent les leaders intellectuels du territoire de Kabare à vouloir devenir tous parlementaires. Ces causes ramènent, bien entendu, à des

conséquences de tous ordres que nous aurons à analyser ici. Pour atteindre cet objectif, nous nous posons la question principale ci-après :

Quelles sont les causes de l'afflux des candidats aux élections législatives et ses conséquences sur le développement du territoire de KABARE ?

A cette question, nous estimons provisoirement que la cupidité due à la recherche de la richesse, d'une part et la défense des intérêts de la population, d'autre part seraient les causes de l'afflux des candidats aux élections législatives alors que la planification du sous-développement et la mauvaise représentation de la population en sont les conséquences.

Dans la démarche visant la vérification de nos hypothèses, il nous a été nécessaire de recourir à la méthode actionniste de SILVERMAN(1973) qui elle-même a été mise en place par l'école anglaise de psycho-sociologie des organisations¹. Elle considère, d'une manière constructiviste, qu'une organisation est un système en équilibre plus ou moins stable dans lequel les différents partenaires négocient en permanence la définition de cette situation et leurs rôles.

La méthode a pour but d'analyser les relations sociales en photographiant l'état de cette négociation pour en comprendre les tenants et aboutissants et prévoir les voies de changement possibles. Il s'agit plus précisément, d'un ensemble des techniques qualitatives de recueil et d'analyse (interviews non directives centrées, observation indirecte, observation participation, analyse des contenu diverses...), permettant de remplir d'abord deux types de tableaux synthétiques : un tableau des rôles et attentes des rôles et un tableau de définition de la situation pour les différents acteurs. Ces tableaux permettant, ensuite, par une analyse de contenu qualitatif et théorisant et différentes analyses comparatives appliquées globalement et par sous- parties à chacun d'eux, une compréhension globale de la situation et des phénomènes s'y déroulant.

Tableau n°1 : tableau des rôles et attente des rôles

	Acteur 1	Acteur 2
Acteur1	Définition de son rôle par l'acteur1	Définition du rôle de l'acteur2 par l'acteur1
Acteur2	Définition du rôle de l'acteur1 par l'acteur2	Définition de son rôle par l'acteur2

Source : A. MUCCHIELI, *Op. cit*, p15.

Il résulte que ce tableau donne, pour chaque acteur repéré, sa propre définition de son rôle et les différentes définitions qu'il formule du rôle des autres (ce qu'il attend de ces autres en termes de rôle à tenir).

Dans le cadre de ce travail, nous avons en face de nous deux catégories d'acteurs : d'un côté, les candidats qui sont censés incarner la volonté du peuple ; de l'autre, la population qui attend beaucoup de ses élus. Le rôle de l'acteur1, *le candidat*, est préalablement défini par l'acteur2, *l'électeur*. Toutefois, avant de s'engager dans la course, l'acteur1 est censé connaître pourquoi il part au parlement. C'est sa propre définition de son rôle qui est la représentation du peuple. De l'autre côté, l'acteur2 définit au préalable son rôle qui est de s'investir dans le développement et le soutien de son représentant dans ses efforts de plaider en faveur du peuple.

La construction de ce tableau consiste donc à mettre en lumière qu'une même situation est interprétée différemment selon les acteurs (le même comportement de contrôle, par exemple, peut être interprété comme amical par un groupe d'électeurs ou comme une tentative illégitime de gagner leur sympathie, pour réaliser des objectifs opposées aux leurs par un autre groupe). La comparaison des données significatives de chaque ligne avec celle des autres lignes permet différentes analyses interprétatives.

Ainsi, la problématique dont il est question dans cette analyse est de part et d'autre le fait que les acteurs en présence (candidats et électeurs), ont chacun sa manière de voir les choses : l'électeur trouve dans le candidat un messie alors que ce dernier trouve dans ses ambitions un intérêt égoïste non élucidé par l'acteur en face (l'électeur). L'action typique du candidat se limite à tromper les électeurs dans ses manœuvres propagandistes. Plus rien à signaler après les élections car, d'ailleurs la plus part d'électeurs estiment que certains candidats plébiscités aux élections de 2006, revenaient sur un propos discourtois selon lequel, ils ont été élus parce qu'ils ont suffisamment financé leurs campagnes électorales. Cela étant, certains, juste

¹A. MUCCHIELI, *Dictionnaire des méthodes qualitatives en sciences humaines et sociales*, Armand Colin, Paris, 1996, pp.12-13.

après être élus trouvent difficile de revenir à leurs bases respectives ; ce qui laisse croire à la population qu'elle a été oublié par ses représentants. La suite de ce comportement et entendement politique nous est analysée dans les pages qui suivent.

2 GOUVERNANCE ET POUVOIR EN RDC

Rappelons en passant que notre concept « gouvernance » vient de « gouvernement » qui, est issu d'une racine grecque se référant à l'art de piloter un navire. Le même concept sous-jacent se reflète dans le double sens du mot anglais *governor* qui signifie à la fois une personne chargée du contrôle administratif d'une unité politique et d'un dispositif mécanique contrôlant la marche d'un engin à vapeur ou d'une automobile.² A regarder les choses de plus près, nous constatons en effet qu'il existe une certaine similarité sous-jacente entre la façon de gouverner un navire ou une machine (soit de main d'homme, soit par un pilotage automatique) et, l'art de gouverner les organisations humaines.

Ainsi, la gouvernance de la RDC n'est pas éloignée du concept général. En effet, la manière dont le pays est géré influe sur le comportement général de la population. Lors que les citoyens se mettent à analyser leur pouvoir d'achat et à le comparer à celui de ceux qui ont la commande du pays, ils se réalisent qu'il faut coûte que coûte arriver aux instances de commandement pour espérer atteindre le niveau vital auquel ils aspirent. Ce qui pousse les congolais, même les moins instruits, à nourrir des ambitions politiques effrénées les amenant ainsi à briguer dans la mesure du possible, un mandat électoral. C'est dans ce sens que nous avons assisté en 2011, dans la circonscription électorale de Kabare, à une élection à laquelle se sont présentés 118 candidats députés nationaux sur quatre sièges à pourvoir.

Le concept de « pouvoir » est conçu dans son sens institutionnel comme étant le résultat d'une capacité légale à exercer une compétence, à prendre une décision exécutoire.

Au sens de Max WEBER, le pouvoir est considéré comme une « puissance », toute chance de faire triompher au sein d'une relation sociale sa propre volonté même contre des résistances. Notons que tout pouvoir n'est pas politique. Le pouvoir politique existe lorsque : il concerne l'ensemble du groupe social, repose sur le consentement plus ou moins direct des membres du groupe, dispose des moyens matériels (impôts, technologie, patrimoine,...)et moraux (gratifications symboliques) pour imposer ses décisions ; porte la responsabilité de l'avenir du groupe social³.

Le pouvoir en RDC est considéré comme un héritage à protéger et à ne jamais lâcher. Ceux qui y entrent veulent toujours le monopoliser pour en faire fortune. Les congolais ne visent le pouvoir que pour des fins individuelles et familiales. Ceci est un problème de culture politique.

En effet, nous rappelons qu'après l'indépendance de 1960, la RDC a connu une instabilité démocratique sans pareil dû au coup d'Etat orchestré par le colonel Joseph Désiré Mobutu Sese Seko , alors officier de l'armée régulière. Celui-ci prit le pouvoir sans plus le relâcher, trente années durant. L'avènement Mzee Laurent Désiré KABILA vint le chasser du pouvoir en 1996, mais ce dernier ne régna que quelques temps avant même de réorganiser le système pourri depuis une trentaine d'années. Depuis lors un système quasi démocratique fut instauré après l'accord de Sun city qui donna naissance au gouvernement « 1+ 4 » devant conduire la transition politique qui ne pourrait se solder que des mésententes car le fameux gouvernement n'était constitué que d'anciens belligérants qui voulaient chacun tirer la couverture du côté de son groupe armé.

A l'issue des élections générales de 2006, l'on s'est rendu compte de la réapparition d'anciens Mobutistes dans les institutions de la république. En fait, ceux qu'on croyait avoir balancé par le renversement du pouvoir Mobutu sont revenus victorieux, on ne sait pas quelle manie. Néanmoins l'on croit qu'ayant longtemps été aux affaires ils ont usé de leurs moyens financier énormes pour corrompre la population affamée depuis des décennies qui ne pouvait pas résister aux pots de vin. Ce qui est surprenant est que ces anciens Mobutistes ayant longtemps évolué trente ans durant dans leur monopartisme rigoureux ainsi que dans le détournement des deniers publics, ont sacralisé leur système, entraînant ainsi les politiciens débutants qui étaient obligés de s'appuyer à eux ayant estimé que ces derniers étaient plus rodés en matière politique et qu'ils pourraient éventuellement les roder à leur tour. « *Empene ntudûdu orhayishwekera okumpene mpyana* » dit un

² P. BIRNBAUM et F. CHAZEL, *Sociologie politique*, t.1, Armand Colin, Paris, 1971, p.104.

³ A. BEITONE et alii, *sciences sociales*, troisième édition, Paris, Dalloz, 2002, Pp.56-57.

maxime shi⁴ qui signifie : ne mettez pas une chèvre docile à côté d'une chèvre capricieuse ; les bonnes choses se gâtent au contact des mauvaises. La bonne a toujours tendance à copier la mentalité de la mauvaise et toutes deux deviennent mauvaises.

Voilà pourquoi ceux qui y sont arrivés n'ont pas fait allusion à la justice distributive ayant l'idée que le pays leur appartient et qu'ils devaient le conduire selon leur bon vouloir. L'on se rappellera que feu Président Mobutu de son vivant, avait déclaré dans l'un de ses discours qu'il était plus riche que le Zaïre qu'il gouvernait ; exemple que tous les hommes politiques congolais semblent copier sans relâche.

L'aspect social n'étant pas pris en considération, la population a été paupérisée à un degré inimaginable, si bien que les étrangers savent déjà que le Congo est un scandale géologique dont le peuple croupit dans la misère la plus alarmante. Ainsi, le territoire de Kabare en particulier et la RDC en général regorge d'innombrables intellectuels dont les diplômes vieillissent dans les valises par manque d'emplois. Ce qui est alarmant est que certains de ces citoyens ayant fini le cycle secondaire d'études se retrouvent être des porte-faits communément appelés « Dockers ».

De ce fait, l'avènement du suffrage universel a été appréhendé par ceux-ci comme une occasion à ne pas rater, ayant estimé que les affaires politiques payent mieux au Congo ; et cela serait à démontrer par l'attitude de ceux qui s'y sont retrouvés et qui en ont fait fortune, comme nous l'avons dit tantôt. Toutefois, d'autres facteurs ont influencé cet afflux de candidatures notamment l'ouverture donnée au pluralisme politique à l'issue du référendum du 18 mai 2005 ayant conduit à la création de plus de cinq cents partis politiques entre 2005 et 2011.

3 PRESENTATION ET INTERPRETATION DES RESULTATS DE L'ENQUETE

Ces résultats sont l'issue de l'enquête menée non seulement auprès des candidats à l'élection législative mais aussi auprès des prétendants candidats qui avaient été défiés par les critères exigés de la loi électorale en vogue et surtout auprès des électeurs de ladite circonscription qui, du reste demeurent les vrais observateurs et même victimes de l'action politique congolaise et de surcroît, de ces ambitions effrénées des fils du terroir.

3.1 PRÉSENTATION DE L'ÉCHANTILLON

Tableau n° 1 : présentation des candidatures

CANDIDATURE RETENUES PAR LA CENI	CANDIDATURE NON RETENUES	TOTAL
118	105	223
52,9%	47,1%	100%

Source : liste déclarative de la CENI 2011

INTERPRÉTATION

De ce tableau, il sied de constater 223 candidatures avaient été réceptionnées par la CENI pour la circonscription électorale de Kabare. De ce 223 candidatures, 118 soit 52,9% avaient été retenues car ayant réalisé le critère, 105 soit 47,1% n'avait pas réalisé le critère et par conséquent avaient été rejetées. Il faut ajouter que pour l'électorat de Kabare était constitué de 24000 électeurs ?

Tableau n°3 : Echantillon proprement-dit

CANDIDATS RETENUS		CANDIDATS NON RETENUS		ELECTEURS	TOTAL
Nombre	30	40		200	270
pourcentage	11,1	14,8		74	100

Source : nos enquêtes sur le terrain

⁴A. KAGARAGU Ntabaza, *Emigani bali bantu : Proverbes et Maximes des Bashi*, 3eme éd., LIBREZA, Bukavu-RDC, 19762002, p.85.

Ce tableau montre que l'échantillon total de notre enquête était constitué de 270 enquêtés dont 30 candidats retenus par la CENI, 40 candidats non retenus et 200 électeurs. Il sied ici signaler qu'il nous a été difficile d'atteindre tous les candidats étant donné que ceux qui étaient élus siégeaient déjà à l'assemblée nationale et de notre enquête a été menée pendant qu'ils étaient en session parlementaire. Quant aux candidats malheureux, nombreux sont ceux qui n'habitent pas Kabare et sont éparpillés partout au pays et au monde. Ce qui constituait pour nous une difficulté de pouvoir atteindre un grand nombre d'entre eux. Ceux qui ont été contactés, nous avons rencontré les uns à Kabare, les autres dans la ville de Bukavu.

Rappelons que dans la circonscription électorale de Kabare, il y a été aligné en 2011, 118 candidats sans compter ceux qui ont été rejetés par les critères de la révision de la loi électorale de la même année (une bonne centaine) briguant tous, quatre sièges. Il faut ajouter qu'en 2006, la loi électorale acceptait les candidatures des citoyens congolais n'ayant atteint que le niveau de diplômé d'Etat appelé communément en RDC « D6 ».

Mais à l'issue de la révision de 2011, les conditions ont exigé que les candidats aient atteint au moins le niveau du graduat ou à défaut une expérience avérée d'au moins cinq ans⁵. Ce qui a mis en déroute tous ceux qui n'avaient pas répondu aux critères d'éligibilité et qui avaient des ambitions.

3.2 CAUSES DE L'AFFLUX

Dans ce point, nous allons essayer de présenter et d'analyser les différentes opinions de nos enquêtés quant aux causes de l'afflux des candidats aux élections législatives à KABARE.

Ces causes telles que identifiées sont d'ordre économique et politique, géopolitique, social, religieux et culturel.

3.2.1 SUR LE PLAN ECONOMIQUE ET POLITIQUE

Tableau N° 4 : Répartition de nos enquêtés selon leur point de vue sur les causes économique du flux

Quête de la richesse		Représentation nationale	Autres	TOTAL
NOMBRE	148	41	81	270
POURCENTAGE	55	15	30	100

Source : Nos enquêtes

De ce tableau, il ressort que 148 enquêtés soit 55% nous ont confirmé que ces candidats postulaient pour des fins économiques. Leur argument faisait suite au candidat qu'ils ont fait par rapport aux députés nationaux élus en 2006 et qui sont devenus, selon eux, nantis alors que certains n'étaient que pauvres avant d'être élus. C'est ce qui les pousse à postuler pour atteindre ce niveau de vie.

A cette question, nous disons avec Hervé CHAIGNE⁶ qu'un grand nombre d'hommes prenant conscience des injustices et de l'inégalité de la distribution des biens, s'estiment laissés. Selon lui, les nations en voie de développement, comme celles qui furent récemment promues à l'indépendance, veulent participer au bienfait de la civilisation moderne tant au plan économique qu'au plan politique, et jouer librement leur rôle sur la scène du monde. Et pourtant entre ces nations et les autres nations plus riches, dont le développement est plus rapide, l'écart ne fait que croître, et, en même temps, très souvent la dépendance, y compris la dépendance économique.

Dans le même ordre d'idée, Jean Marc ELA ajoute qu'on voit dans les pays d'Afrique où les revenus de base sont excessivement bas, qu'il faut mesurer les effets socio-économiques des carcans du monopartisme imposé par les élites dirigeantes si l'Etat est loin d'être neutre et homogène : le capital national s'investit peu au profit des paysans qui n'ont pas toujours bénéficié des fruits de l'indépendance.⁷

⁵ Art. 120 révisé de la loi électorale de la RDC de mars 2006.

⁶ H. CHAIGNE, « Ce sont les pauvres qui se libèrent », in *La violence des pauvres*, n°40-41, Frère du monde, Paris, 1967, p.31.

⁷ J.M. ELA, *op. cit.* p37.

C'est pourquoi ces candidats ne cessent d'avancer des raisons d'ordre économique quand on leur pose une simple question relative à leurs ambitions politiques par rapport à l'avenir du pays. Les uns estiment y aller pour le salut de la nation, d'autres par contre, et ils ne le cachent pas, c'est pour le bien-être de leurs familles. Ce qui plonge davantage la RDC dans le sous-développement.

3.2.2 SUR LE PLAN SOCIAL ET GEOPOLITIQUE

Tableau n5 : répartition de nos enquêtés selon leur point de vue sur la cause sociale et géopolitique de l'afflux.

Election sociologique	Nombre accru des partis politiques	TOTAL
41	27	68
15%	10%	25%

Source : nos enquêtes sur le terrain.

Ce tableau montre que l'afflux de candidats est lié à l'élection sociologique (15%) par laquelle les électeurs n'élisent que pour les candidats liés directement à eux soit par des liens familiaux soit du village ou du groupement. Ce qui fait, ajoutent-ils que chaque village veuille aligner son propre candidat dans une perspective de représentation de ce village aux institutions nationales. Un cas a été maintes fois cité dans nos entretiens : c'est celui d'un Député natif du centre de la circonscription électorale de kabare qui, une fois élu, a plaidé uniquement pour l'électrification de son village natal alors qu'il avait été élu par toute la circonscription, étant donné que son fief natal ne pouvait même lui fournir le ¼ des voix dont il avait besoin pour être plébiscité. Cela n'était-ce pas de l'égoïsme ? Voilà qui lui a valu même l'échec honteux aux élections législatives de 2011 ; ces anciens électeurs ayant estimé que celui-ci a été bon à rien et qu'il fallait coûte que coûte le balancer.

10% de nos enquêtés ont estimé que l'afflux des candidats serait lié au nombre accru de partis politiques qui voulait chacun présenter des candidats.

Rappelons que 42 partis politiques ont été représentés aux échéances électorales nationales. Selon l'annexe 1 de la loi électorale, la circonscription électorale de kabare comptait 4 sièges à pourvoir et que chaque parti devait présenter sur sa liste 4 candidats ; ce qui faisait aussi accroître le nombre de candidats avec les 42 partis représentés. La législature passée marquant le début de la troisième République en République Démocratique du Congo a semblé beaucoup éveiller les paysans congolais.

C'est dans ce sens que 15% de nos enquêtés ont estimé que désormais l'élection doit plutôt être *sociologique* en ce sens que l'expérience leur apprend que quiconque est élu Député ne plaide que pour la cause de la population de son village ou par extrapolation, son groupement qui, du reste ne peut en aucun cas faire passer un député.

Ainsi selon les avis récoltés sur le terrain, chaque village tenait à avoir son propre candidat natif et non du village voisin. Ils se sont exprimés de cette manière : « s'il construisait une belle maison chez lui, ce serait une référence pour tout le village ; S'il envoyait de l'argent à ses frères et parents, ils iront acheter à manger chez le voisin et lui en profiterait ; s'il réhabilitait un pont pour l'accès facile de sa voiture, c'est tout le village qui en profiterait ; s'il advenait à marier son enfant, c'est la fête pour tout le village. Par contre si un Député est issu d'un autre village ou groupement, rien ne sera bénéfique aux villages ou groupements voisins et a fortiori éloigné. Voilà un peu la conséquence des mythes de l'unité nationale dont nous avons parlé tantôt. Comment faire allusion à l'unité nationale, quand bien même les tendances tribales et colinistes se rejettent mutuellement ».

3.2.3 LES CAUSES RELIGIEUSES

Tableau n°6 : répartition des enquêtés selon leur vue sur la cause religieuse

Y a-t-il eu de soutiens religieux de candidats députés ?	Effectifs	%
OUI	14	5
NON	256	95
TOTAL	270	100

Source : nos recherches

Il ressort de ce tableau que l'afflux des candidats aux élections serait aussi lié à des causes religieuses. C'est ainsi que 5% de nos enquêtés soit 14 nous ont révélé l'influence des religieux dans le processus électoral de 2011. Ils nous ont déclaré que quoi que clandestin, les prêtres catholiques et des pasteurs protestants ont fait de descente sur le terrain pour soutenir des candidats qu'ils estimaient soutenir l'œuvre ecclésiale une fois élus. Cela contribuait à l'augmentation du nombre des candidats étant donné que ceux qui en étaient soutenus ne pouvaient pas refuser ce soutien.

En effet, prêtres catholiques et pasteurs protestants se sont beaucoup investis dans le processus électoral, même si ce fut de manière clandestine : « on a vu, ont déclaré nos enquêtés, des prêtres et pasteurs faire des descentes dans les communautés ecclésiales de base, pour sensibiliser leurs fidèles sur les candidats idéals à plébisciter. Et cela s'est fait la plus part de fois avant même le dépôt des candidatures aux législatives. Ces religieux avaient aussi leurs penchants : ils estimaient qu'une fois un candidat de leur obédience venait à être élu, celui-ci poserait en reconnaissance des actions si favorables, non seulement pour l'Eglise qui l'a aidé à battre campagne, mais encore et surtout pour les fidèles de cette Eglise ». Certains de ces religieux ont eux-mêmes été candidats espérant être élus par leurs fidèles. Ceci s'est fait, ont réagi les religieux et leurs fidèles, par ce que Dieu n'abandonne jamais les pauvres.

3.3 LES CONSÉQUENCES DE CET AFFLUX

Les hommes sont libres, c'est-à-dire possèdent une certaine marge de liberté, mais en s'associant en vue de faire tourner les rouages de la société, ils nouent des rapports déterminés, nécessaires, indépendant de leur volonté. Ce rapport de production correspond à un degré donné du développement de leurs forces productives matérielles. L'ensemble de ces rapports forme la structure économique de la société, la fondation réelle sur laquelle s'élève un édifice juridique et politique, et à quoi répondent des formes déterminées de la conscience sociale.

Devant un problème d'afflux massif de candidats qui se pose avec acuité, il est dès lors prévisible que des conséquences soient fâcheuses :

3.3.1 LA PLANIFICATION DU SOUS-DÉVELOPPEMENT

Le développement selon Sylvie BRUNEL⁸ est la capacité d'une société à satisfaire les besoins essentiels de sa population et à permettre à cette dernière d'acquérir un mieux-être nécessaire à son épanouissement. A ce niveau, le sous-développement peut être considéré comme étant l'incapacité d'une société à satisfaire à ses besoins d'existence.

Le sous-développement dont il est question ici est implanté par une culture politique défavorisant le développement de la circonscription sous étude. Les acteurs politiques en présence, introduisent dans l'esprit de la population une idée selon laquelle, le développement du milieu n'est possible que si l'entité a des représentants dans les institutions politiques oubliant même que la circonscription était rurale et qu'elle ne peut se développer que grâce à des énergies combinées des tous les paysans et toute autre personne qui peut s'impliquer dans ce processus.

Ainsi donc l'exode rurale est devenu monnaie courante dans le territoire de Kabare qui, jadis était le grenier de la ville de Bukavu. Cet exode rural est dû au fait que la terre étant devenue improductive parce que mal exploitée, et personne ne s'en soucie, les populations ont été obligées de s'orienter vers la ville où elles espèrent gagner encore le pain quotidien en s'investissant dans des petites activités informelles productrices de revenu. Voilà ce qui alimente le sous-développement du territoire de Kabare et qui, par la suite a surpeuplé la ville de Bukavu qui lui est voisine.

3.3.2 L'ÉLECTION SOCIOLOGIQUE

Les conséquences fâcheuses de la gestion gouvernementale de la RDC, et par de là tout, la multiplicité des ambitions politiques dans le rang de la population devait conduire inévitablement à une autre manière de voir et de penser les choses. Du coup, la population qui se trouve meurtrie et ne sait plus à quel saint se vouer, trouve maintenant dans l'élection une bonne affaire. ainsi, chaque famille ou clan se trouve déjà obligé d'aligner aussi son propre candidat comme si les familles étaient devenues des partis politiques. 53% de nos enquêtés ont déclaré que parmi les stratégies qu'ils ont utilisé dans leurs

⁸ S. BRUNEL cité par Stephan ARIAS et alii ; *Géographie : couper et aménager la terre, Paris, Ed. Belin, 2001, p.38.*

campagnes électorales, la première chose était de rassembler d'abord tous les membres de la famille étendue, ensuite, les membres du clan tout entier en leur montrant, comme nous l'avons stigmatisé précédemment, que la victoire du candidat en présence avant d'être une victoire pour le village, le groupement ou la circonscription entière, elle est d'abord propre à la famille ou le clan dont est issu le candidat.

Voilà l'aspect sociologique que revêt actuellement l'élection dans la circonscription électorale de Kabare. Pourtant, une élection sociologique ne serait plus d'actualité déjà au 21^{ème} siècle. C'est dépassé sous d'autres cieux. Ce qui nous pousse à dire qu'il ya à revoir si pas à révolutionner en RDC.

4 CONCLUSION

L'afflux des candidats aux élections législatives de 2011 en RDC face au développement du territoire de Kabare, tel a été le sujet développé tout au long de cette discussion. A l'issue d'une enquête sur, non seulement les candidats de la circonscription, mais aussi des différents électeurs de celle-ci, nous sommes parvenu à répondre à la question qui consistait à savoir quelles sont les causes de l'afflux des candidats aux élections législatives et ses conséquences sur le développement du territoire de KABARE ?

A cette question, nous avons estimé provisoirement que la cupidité due à la recherche de la richesse, d'une part et la défense des intérêts de la population, d'autre part seraient les causes de l'afflux des candidats aux élections législatives alors que la planification du sous-développement et la mauvaise représentation de la population issue de l'élection sociologique, en sont les conséquences.

Eu égard à ce qui précède et après entretien avec nos enquêtés, nos hypothèses ont été toutes confirmées.

REFERENCES

- [1] ARIAS, S. et alii ; *Géographie : couper et aménager la terre*, Parie, Ed. Belin, 2001, 319P.
- [2] BEITONE, A. et alii, *sciences sociales*, troisième édition, Dalloz, Paris, 2002, 426p.
- [3] BIRNBAUM P. et F. CHAZEL F., *Sociologie politique*, t.1, Armand Colin, Paris, 1971 ,350p.
- [4] CHAIGNE H., « ce sont les pauvres qui se libèrent », *in la violence des pauvres*, n°40-41, FRERE DU MONDE, Paris, 1967,172P.
- [5] DUCLOS B., *laisse passer mon peuple*, *in la violence des pauvres*, n°40-41, FRERE DU MONDE, Paris, 1967, 172P.
- [6] ELA J.M., *quand l'Etat pénètre en brousse... : les ripostes paysannes à la crise*, Ed. KARTALA, Paris, 1990,235P.
- [7] KAGARAGU Ntabaza A., *Emigani bali bantu : Proverbes et Maximes des Bashi*, 3eme éd., LIBREZA, Bukavu-RDC, 1976, 399P.
- [8] MUCCHIELI, A., *Dictionnaire des méthodes qualitatives en sciences humaines et sociales*, ARMA, Paris, 1996, 275p.